

Evolution économique récente du Territoire de Belfort

Brigitte CHIFFOT, Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort

Depuis le début des années 80, l'économie nationale s'est modifiée. Globalement, les faits ont été ceux-ci : rupture de la croissance, accentuation des fluctuations à court terme, succès de la lutte contre l'inflation au prix d'un essor massif du chômage. L'économie locale s'inscrit dans ce schéma national mais peut-elle oublier qu'elle s'inscrit aussi dans l'histoire ?

Si, au XVIII^e siècle, l'originalité de Belfort réside dans le fait qu'elle est avant tout une place de guerre (même si certaines fonctions économiques existent), celle-ci fait place à l'image d'une ville fortement industrielle au 19^e siècle. Qu'en est-il aujourd'hui ?

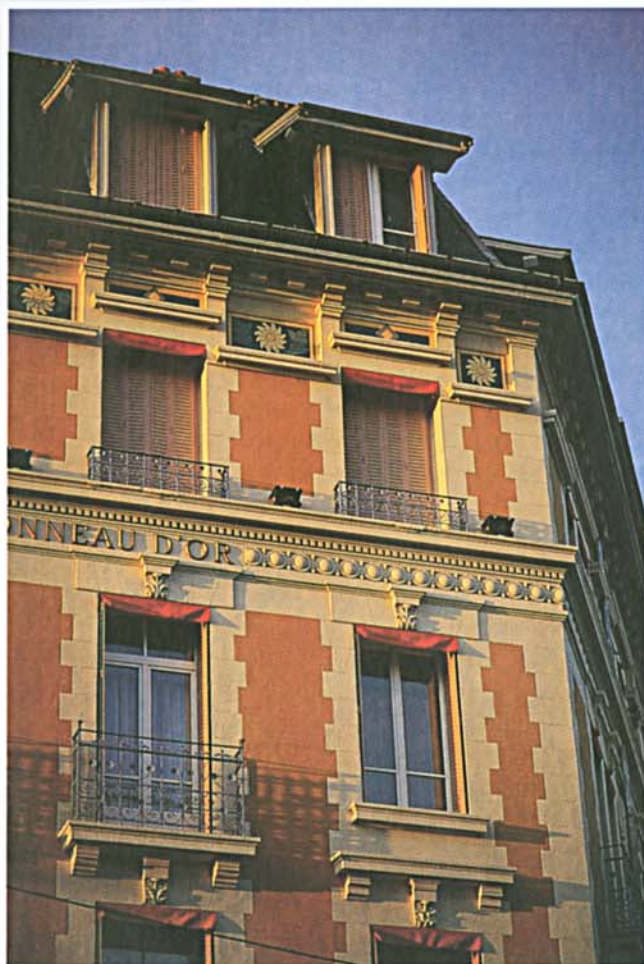
En 10 ans, les transformations des structures productives du Territoire de Belfort ont été importantes, de plus, la population active s'est profondément modifiée.

L'économie, ce sont des hommes et des femmes...

Depuis 25-30 ans, dans toute la France, le nombre d'actifs a augmenté et cette croissance a été due pour l'essentiel à l'évolution démographique. Toutefois, durant la dernière décennie, la population active s'est pratiquement stabilisée ; en 10 ans la hausse n'a été que de 0,5 %. Ce sont 59 653 personnes actives qui habitent aujourd'hui le Territoire de Belfort.

Cette stabilité s'explique, entre autres, par l'allongement de la scolarité ; les jeunes entrent moins précocement sur le marché du travail. Ce phénomène influe sur l'évolution du nombre d'actifs. D'autre part, l'activité féminine est en progression. 24 600 femmes travaillent ou désirent travailler, contre 22 748 en 1982, les femmes âgées de 25 à 49 ans sont en effet de plus en plus nombreuses à vouloir travailler. Mais l'activité masculine, elle, régresse compte tenu d'arrivées plus tardives sur le marché du travail et de départs plus précoces selon diverses formules de préretraites.

On assiste depuis 1982 à une diminution marquée de la part des ouvriers dans la population active. La qualification de la main d'œuvre s'élève ainsi que le niveau de formation. L'emploi d'ouvriers non qualifiés et qualifiés chute de 12,6 % entre 82 et 90, tandis que l'emploi de cadres supérieurs croît de 33 %. On compte ainsi 1 076 cadres supérieurs en plus.



Maison du centre-ville rénové (cliché F. DUMAS)

Ces mutations ont des conséquences importantes sur l'offre de logements dans la ville et, d'une façon plus générale, sur l'ensemble de la vie sociale belfortaine.

Pratiquement, trois Belfortains sur cinq travaillent dans une autre commune que celle où ils résident ; ils font ainsi quotidiennement le trajet qui sépare leur lieu de travail et leur domicile. Ces "migrants pendulaires" sont beaucoup plus nombreux que dix ans auparavant (l'augmentation a été de 13,6 %) et cela s'explique par différents facteurs, notamment la péri-urbanisation autour de la ville-centre, les caractéristiques de l'habitat ou les niveaux de chômage.

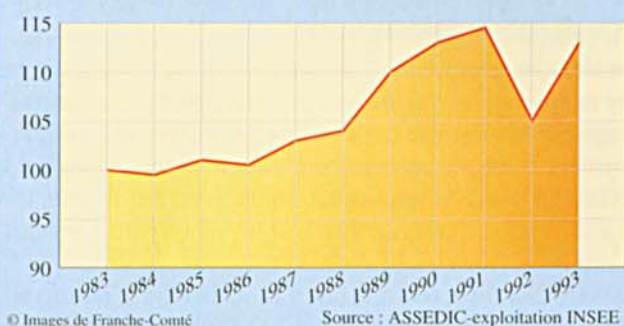
Il est certain que l'aspiration très vive des ménages à se loger dans une maison individuelle et la recherche de terrains pas trop onéreux ont contribué à la dédensification des zones urbaines au profit des espaces environnants et ont joué sur l'ampleur des flux de migrants quotidiens. Ainsi, certains actifs quittent le département pour se rendre à leur travail : ils étaient 9 000 en 1982, ils sont 11 000 en 1990. Ils se rendent notamment à Sochaux, 3 540 sont dans ce cas, tandis que 1 000 travaillent à Montbéliard. Les autres pôles de migration quotidienne sont la Suisse et le Haut-Rhin (Mulhouse, Altkirch ou Colmar).

Les entreprises : diversification et concentration

Créations d'entreprises, restructurations, fermetures d'établissements, le tissu économique d'un territoire vit, il est en constant mouvement. On dénombre actuellement 2 700 établissements implantés sur le département. Au cours de la dernière décennie, 305 nouvelles unités de productions ou établissements ont été créés. Ce sont des petits établissements (moins de 4 salariés) qui naissent mais aussi qui disparaissent facilement, surtout dans les branches du commerce, du bâtiment et des services aux entreprises.

Evolution du stock d'établissements du département

indice base 100 en 1983



Il faut noter qu'en 1993, la composition du tissu économique belfortain a été modifiée par la restructuration du groupe GEC-Alsthom en 6 établissements :

- GEC-Alsthom transport SA,
- GEC-Alsthom électromécanique,
- GEC-Alsthom cycles combinés,
- Alsthom Intermagnetics,
- European gas turbines,
- Cegelec.

L'activité industrielle est réalisée pour une part dans de petites entreprises locales et pour une autre part, beaucoup plus importante, dans des établissements dépendants de grandes entreprises polyrégionales ou nationales.

La concentration économique est importante, elle peut s'appréhender à partir du poids des effectifs industriels dans les 4, 15 et 20 premiers établissements du département, respectivement 68, 80 et 83 %. Ce ratio permet de chiffrer la présence d'entreprises dont la situation économique est capitale pour l'industrie locale. La place du Groupe GEC-Alsthom dans la vie économique belfortaine n'est plus à démontrer, avec plus de 7 600 salariés c'est aussi plus de 50 % de l'activité industrielle du département qu'il réalise.

Le pouvoir de décision en matière d'orientation générale échappe le plus souvent au Territoire de Belfort : sur les 18 premiers établissements, 10 ont leur siège social hors du département, le plus souvent en région parisienne, dont le premier est le groupe GEC-Alsthom. Certaines décisions prises en dehors de la région sont parfois lourdes de conséquences pour le maintien et la vie des établissements belfortains.

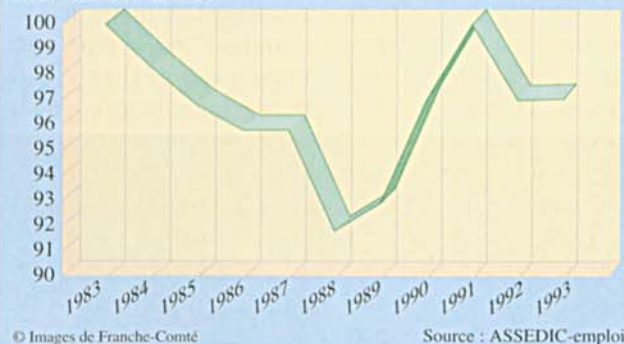
L'emploi salarié : mutations et fluctuations conjoncturelles

Le ralentissement de l'activité économique avait engendré un très net recul de l'emploi de 1982 à 1985. Soutenue par divers dispositifs, l'embellie touche certains secteurs à partir de 1988, mais c'est à partir de 1989 que les embauches reprennent vraiment.

Toutefois, les années 92 et 93 sont des années de "vaches maigres", de nouveau le département perd 1000 emplois entre début 1991 et début 1993.

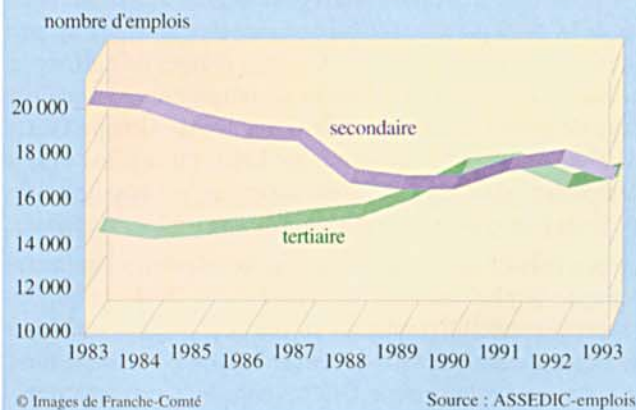
Evolution des emplois salariés

indice base 100 en 1983



De 1983 à 1990, le département a connu une très nette tertiarisation de ses emplois : 3 000 emplois ont été créés dans ce secteur. Mais au cours des trois dernières années, ce développement marque une pause et accuse un déficit de 500 emplois, notamment dans les activités commerciales et les services aux entreprises. Ce sont aujourd'hui 15 700 hommes et femmes qui travaillent dans le tertiaire.

Evolution des effectifs des secteurs secondaires et tertiaires



L'explosion des services reste le phénomène le plus marquant de cette décennie. Avec plus de 3 000 salariés début 93 contre à peine 1 600 dix ans plus tôt, ce secteur pèse maintenant plus que celui du bâtiment et des travaux publics.

Hétérogène, le secteur des services aux entreprises comprend toute une palette d'activités allant des services de conseil (études techniques, expertise comptable) aux services logistiques (nettoyage, location de biens) ou aux entreprises de travail temporaire. Ce sont ces dernières qui ont connu les plus grosses compressions d'effectifs en 1992.

L'industrie, en profonde mutation depuis plusieurs décennies, a perdu beaucoup d'emplois : environ 3 500 en moins de 1983 à 1993, mais ce secteur semble maintenant stabiliser ses effectifs et compte actuellement 16 500 salariés. Les transformations internes ont entraîné une réelle recomposition du secteur industriel. Si la branche textile était la principale activité à la fin du 19^e siècle, elle n'occupe maintenant que 1 % des actifs du département. Aujourd'hui, la "construction électrique et électronique" est la principale branche d'activités (7 078 emplois salariés) suivie de "l'industrie des métaux" (2 246 emplois salariés) et de la



Le centre de congrès Atria Belfort-centre (cliché Nowack)

"construction mécanique" (2 347 emplois salariés). On note aussi que certaines branches comme l'industrie chimique et du caoutchouc et la construction mécanique ont embauché depuis 1990 alors même que le secteur "construction électrique", lui, débauchait du personnel.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



Le chômage est lié à des facteurs démographiques et sociaux lourds et localement à des structures économiques qui présentent une certaine inertie.

Après une décélération en 89 et en 90, le chômage repart à la hausse : 7 200 demandeurs d'emplois inscrits fin 93 à l'ANPE, c'est 1/4 de plus que fin 86. Le Territoire de Belfort compte 43 % des chômeurs de l'Aire urbaine et 13 % de ceux de Franche-Comté.

En 1993, un peu plus de 2 demandeurs d'emplois sur 4 sont des femmes. Si les femmes ne sont pas plus souvent au chômage que les hommes, en revanche elles y restent plus longtemps. Ainsi, les demandeurs inscrits depuis moins de 3 mois sont majoritairement des hommes et, à l'inverse, les demandeurs de longue durée sont principalement des femmes.

Près de 2 000 personnes sont à la recherche d'un travail depuis plus d'un an en 1993 : ce sont principalement des employés et cadres intermédiaires et le plus souvent des femmes. Les plus jeunes demeurent moins longtemps en chômage prolongé car ils peuvent bénéficier de diverses formules d'insertion, même précairement... Les adultes entre 25 et 49 ans sont, eux, particulièrement touchés.

Le système économique belfortain continue donc d'afficher une forte spécificité, mais il a connu ces dernières années d'importantes transformations qui ont révélé des faiblesses et produit des difficultés. Cependant, la réputation de Belfort est bonne à l'extérieur et la ville du TGV bénéficie d'une image de haute technologie et de professionnalisme qui ne peut que lui être profitable dans cette phase difficile. ■